

Européennes 2024 : Marie Toussaint (EELV) enjoint Aubry et Glucksmann de boycotter le débat organisé par CNews

Par John Timsit

Publié hier à 21:14,

Mis à jour hier à 22:25



Raphaël Glucksmann, Marie Toussaint et Manon Aubry. AFP / GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP / SAMEER AL-DOUMY / AFP / STEPHANE DE SAKUTIN

Dans une lettre adressée à ses concurrents de gauche, la tête de liste EELV les exhorte à ne pas tomber «dans ce guet-apens organisé par (leurs) adversaires politiques».

La campagne des européennes n'a même pas encore commencé que les esprits s'échauffent déjà. Alors que toutes les têtes de liste sont enfin officialisées, après la désignation de la macroniste Valérie Hayer, l'heure est à la préparation des débats qui viendront rythmer le tempo politique des prochains mois. La première confrontation télévisée aura lieu, elle, le jeudi 14 mars sur Public Sénat. Si les principales chaînes d'information et généralistes se sont déjà mises sur les rangs pour diffuser leur propre rendez-vous, l'un d'entre eux fait grincer des dents à gauche : celui organisé par

CNews. La chaîne a prévu d'organiser un débat le 30 mai prochain. Soit dix jours avant le scrutin. La tribune offerte a beau être stratégique au moment où le choix des Français se cristallise, la tête de liste d'EELV Marie Toussaint a tout simplement refusé d'y participer. Et exhorte ses concurrents de gauche, Raphaël Glucksmann (PS-Place Publique) et Manon Aubry (LFI), à faire de même.

Dans un courrier révélé par L'Obs ce mercredi, l'écologiste leur demande de ne pas *«tomber dans le guet-apens organisé par (leurs) adversaires politiques.»* Et d'*«opposer un refus ferme»* à cette invitation. *«Nous autres, responsables politiques de gauche, avons le devoir de refuser de participer à l'effort de trumpisation de l'espace médiatique»*, raille-t-elle. Poursuivant sa charge contre CNews, sous le feu des projecteurs depuis la demande du Conseil d'État à l'Arcom sur le respect de la pluralité sur le canal, Marie Toussaint accuse la chaîne d'être la *«copie française de Fox News»*, qui *«assume dorénavant son statut d'officine de propagande au service d'un projet civilisationnel»*. Dont *«la dérive a atteint un point de non-retour»*.

Une précédente missive à Canal+

La prétendante d'EELV, stagnant autour de 8% d'intentions de vote dans les sondages, ne fait en réalité qu'affiner son argumentaire depuis quelques jours. Ce week-end, elle avait déjà écrit une première missive à Serge Nedjar, directeur général de CNews, et à l'entrepreneur Vincent Bolloré, qui possède Vivendi, propriétaire du groupe Canal+. Une lettre assassine dans laquelle elle fustigeait avec véhémence leur ligne éditoriale : *«Je répondrai à tous les médias respectueux de la déontologie de leur profession. Votre antenne n'entre malheureusement plus dans cette catégorie»*. La jeune responsable politique indiquait avoir pris sa décision après avoir observé la chaîne considérer, dans une infographie, l'avortement comme une des principales causes de mortalité dans le monde. Ce qui avait poussé CNews à présenter ses excuses.

La rédaction vous conseille

- [Européennes : Manon Aubry \(LFI\) présente sa liste «d'ouverture» et veut rassembler «les orphelins de la Nupes»](#)
- [Européennes : Les Républicains lanceront leur campagne avec un «meeting de grande envergure» le 23 mars à Paris](#)
- [Européennes 2024 : Bardella remplacé par Mariani pour le premier débat, diffusé le 14 mars sur Public Sénat](#)

Sujet

CNews